

Intervention de Monsieur Clément DUHAIME Administrateur de l'OIF

Seul le texte prononcé fait foi



28^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie

Kinshasa, le 11 octobre 2012

Intervention de Monsieur Clément DUHAIME
Administrateur de l'OIF

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de la Francophonie,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Mesdames et messieurs les ministres et chefs de délégation,
Monsieur le Commissaire aux comptes,
Mesdames, Messieurs,

Cela fait presque cinq ans, aujourd'hui, que je me suis adressé à vous pour la première fois en ma qualité d'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie. Je veux avant toute autre chose vous dire à quel point je vous suis profondément reconnaissant de l'appui constant que vous et vos prédécesseurs m'avez toujours témoigné et que vous continuez à témoigner à l'endroit de notre Organisation.

Votre engagement commun en faveur des objectifs de notre Organisation, de son mandat et de ses valeurs a toujours prévalu. Cet appui et cette volonté de nous accompagner avec force et conviction sont indispensables.

Vous les avez démontrés lorsque nous avons finalisé le Plan de gestion stratégique, en 2009.

Vous les avez, une nouvelle fois, démontrés lorsque vous avez approuvé la programmation quadriennale axée sur les résultats, en 2010. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

C'est cet engagement et cet investissement, si caractéristiques en Francophonie – que d'autres institutions nous envient – qui nous permettent de progresser et de rester fidèles à l'esprit de ceux qui, il y a plus de quarante ans, ont donné corps à notre Organisation.

Mesdames et messieurs les ministres et chefs de délégation,

Vous le savez, la Francophonie est née en Afrique. C'est en effet sur les bords du fleuve Niger que la Francophonie a vu le jour, mais c'est aussi à trois grands sages du continent africain, les Présidents Senghor, Diouri et Bourguiba, que nous devons la conception et la concrétisation de ce grand projet fédérateur.

Parce que l'Afrique a toujours été au cœur des préoccupations de la Francophonie, depuis sa création et qu'elle le restera ;

Parce que nous savons que le devenir de la Francophonie se jouera en grande partie en Afrique, en ce qu'il repose notamment sur notre élan de fraternité et nos efforts de solidarité, mais aussi sur une réalité anticipée ; Parce que plus de la moitié des Etats et gouvernements membres de notre Organisation sont africains ;

Parce que ce XIV^e Sommet de la Francophonie se tient, pour la première fois, au cœur de l'Afrique centrale.

Parce que la République démocratique du Congo, qui s'ouvre à nous aujourd'hui, représente, à elle seule, cette valeur cardinale de la diversité, à la fois biologique, ethnique, religieuse, linguistique ou culturelle, pour laquelle notre Organisation n'a jamais ménagé ses efforts.

Pays continent aux multiples facettes, il est aujourd'hui, avec ses voisins, non seulement l'un des trois grands bassins forestiers au monde, mais aussi le bassin le plus fécond de locuteurs francophones.

Pour toutes ces raisons, je voudrais partager avec vous quelques-unes de nos réalisations sur ce continent, qui illustrent le bien-fondé, la valeur ajoutée, mais aussi la spécificité de votre Organisation.

Commençons par un domaine qui nous tient tous à cœur.

Je veux parler de la culture, domaine d'intervention originel et ô combien stratégique pour notre Organisation, en ces temps turbulents où l'identité est souvent malmenée, tant par l'ignorance ou la négation de certains que par le repli sur soi d'autres.

Depuis plus de trois décennies, nous faisons de l'appui à la promotion des patrimoines et à la réalisation des potentiels de création culturelle un axe central de nos interventions.

Aujourd'hui, l'utilisation des technologies, la mutualisation des moyens et le développement de partenariats permettent, à partir de Kinshasa, mais également à Ouagadougou, à Moroni ou à Bujumbura de créer des conditions propices à l'émergence, sur la scène internationale, de milliers de créateurs de génie, au talent remarquable.

Depuis 22 ans, date de sa création, notre Fonds d'aide à la circulation des artistes, a permis de soutenir plus de 1 000 projets et près de 10 000 artistes.

Je ne citerai qu'un exemple. Un fils de ce pays, le célèbre chorégraphe Faustin Linyekula. Notre Organisation l'a soutenu depuis ses débuts. Aujourd'hui, ses créations se jouent en Europe, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord, mais aussi à Kisangani où il revient fidèlement après chaque représentation.

La Francophonie est aussi l'une des principales sources de financement de la création cinématographique et télévisuelle des pays francophones depuis plus de 20 ans.

Avec la création, dans les prochaines semaines, du Fonds panafricain pour le cinéma, grâce à l'engagement du Secrétaire général, qui a écrit à tous les Chefs d'Etat et de gouvernement, et grâce à l'appui décisif de la Tunisie et avec, par ailleurs, la relance du Marché des arts du spectacle africain (MASA), à l'initiative des autorités ivoiriennes, nos actions convergent désormais pour faire de l'économie de la culture un véritable levier du développement.

La promotion de la lecture publique fait également partie de nos priorités historiques. A travers nos Centres de lecture et d'animation culturelle, nous rejoignons annuellement près de cinq millions de jeunes lecteurs, majoritairement issus des zones rurales.

Preuve de leur succès, leur nombre ne cesse de croître : aujourd'hui on en dénombre 257 sur le continent africain sur un total de 295.

En République démocratique du Congo, où l'on mesure les besoins au regard de l'étendue du territoire, un premier réseau de quatorze centres de lecture est sur le point d'être finalisé.

Notre appui à la langue française se concentre, dans cette partie du monde, au soutien que nous apportons aux organisations multilatérales africaines dans le cadre de notre programme de renforcement du français dans la vie internationale, que ce soit au sein de l'Union africaine, du Marché commun d'Afrique orientale et australe, de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, de la Communauté de développement d'Afrique australe ou encore de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Par notre action à l'intérieur de ces institutions, nous vous donnons l'occasion de rappeler qu'une seule langue ne peut occuper la totalité du territoire et ne laisser aucun espace aux autres expressions.

Dans ce cadre, je dois saluer la création, en septembre dernier, du réseau francophone des interprètes et traducteurs qui vient renforcer le grand réseau des associations professionnelles francophones, créé en 2011.

La Francophonie, vous vous en doutez, est très mobilisée dans le domaine de la gouvernance démocratique. Nous avons fourni, au cours de ces deux dernières années, une expertise technique dans le domaine électoral à plus de six pays sur le continent. Nous avons facilité des échanges avec ceux d'entre vous qui font l'expérience d'une transition démocratique.

Dans le secteur de la justice et des droits de l'homme, nous nous sommes employés à renforcer les compétences des professionnels du droit et des médias en valorisant, notamment, l'expertise des réseaux.

La Francophonie s'est également fortement investie pour favoriser l'harmonisation du droit des affaires, à travers les instruments juridiques de l'OHADA.

Nous avons des raisons d'être fiers puisqu'à ce jour 17 pays africains, dont la RDC, ont déposé les instruments de ratification de ce traité.

Dans le domaine du développement durable et solidaire, notre Institut a contribué, à partir de Québec, à former plus de 10 000 cadres spécialisés en efficacité énergétique et en environnement au sein de vos ministères. Il a fait naître et continue d'animer des réseaux d'expertise et des communautés de pratiques, comme le tout « jeune » réseau des systèmes d'information énergétique en Afrique centrale, né il y a quelques jours dans cette ville de Kinshasa.

L'Institut est aussi devenu le catalyseur des concertations et de la formation de négociateurs francophones lors des principaux rendez-vous mondiaux sur ces questions. Celui, très récent, de Rio sur le développement durable, mais aussi celui de Nagoya sur la biodiversité.

La même démarche de concertation et de formation, nous l'exerçons aussi dans l'appui aux négociations commerciales au service de nos pays membres du Sud, essentiellement

africains et des institutions régionales, à travers le programme Hub & Spokes. Ce programme, que nous menons avec l'Union européenne, le Commonwealth et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en partenariat avec l'UNITAR et l'Organisation mondiale du Commerce a déjà permis la formation et la sensibilisation de 30 000 cadres, fonctionnaires, parlementaires et du secteur privé.

Notre tout nouveau Programme d'appui au développement local – le PROFADEL – vise à accompagner, dans une première phase, quatre pays africains, la République Centrafricaine, le Rwanda, le Sénégal et le Togo, dans la consolidation du développement local dans leurs programmes nationaux de lutte contre la pauvreté.

C'est un autre bel exemple de notre démarche de solidarité.

Comment ne pas évoquer également notre Initiative pour la formation à distance des maîtres – IFADEM – que nous conduisons au Burundi, au Bénin, au Niger, en République démocratique du Congo, au Liban et aussi en Haïti qui bénéficie comme vous le savez d'un plan plus global d'aide à la reconstruction.

Avec l'élargissement prochain de cette initiative au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Cameroun, cette formidable méthode développée avec l'AUF, l'OIF devient, dans le domaine de l'éducation de base, un acteur incontournable de l'ingénierie éducative.

On constate aussi à quel point, à travers ce projet, le rôle de l'Etat et des gouvernements est capital pour assurer une éducation de qualité et une régulation de ce secteur stratégique.

Notre nouveau programme École et langues nationales en Afrique, avec l'appui de AFD, s'inscrit dans la même logique : celle, de contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement de base par la valorisation des langues nationales, aux côtés du français, dans huit pays d'Afrique subsaharienne.

Dans le même ordre d'idées, les dernières assises sur la formation professionnelle et technique, qui viennent de se tenir à Ouagadougou, avec l'appui de la CONFEMEN, ont dressé les contours d'une nouvelle approche d'intervention pour devenir, encore mieux que par le passé, un vecteur essentiel de la valorisation des ressources humaines et un moteur de l'emploi qualifié. Car la Francophonie n'a d'utilité que si ses actions sont en phase avec l'environnement économique et social du marché de l'emploi et les défis émergents, notamment ceux de l'économie du savoir et de l'économie verte.

Enfin, je m'en voudrais de ne pas citer l'action que nous menons pour accompagner les pays africains dans le passage de l'analogique au numérique dans le secteur audiovisuel.

A Kinshasa, tout comme à Brazzaville, cette évolution prend une nouvelle dimension avec l'arrivée de la fibre optique qui révolutionnera les échanges, et facilitera l'intégration des deux Congo dans l'économie numérique mondiale.

Sur le plan continental, le soutien que nous apportons, depuis de nombreuses années, à AfriNIC, basé à Maurice, contribue, dans la même logique, à renforcer l'autonomie et la présence des pays africains sur la toile. Ainsi, plus de 200 projets de création de contenu en français sur la toile contribuent actuellement à faire du français la 3e langue sur internet.

La stratégie renouvelée de la francophonie numérique qui vous est proposée est le nouveau repère de notre vision commune et de notre engagement, à moyen terme, pour contribuer, plus que par le passé, à la consolidation de la société de l'information francophone.

Une société de l'information démocratique, ouverte et volontariste au service du développement et de la diversité culturelle et linguistique.

Mesdames et messieurs les ministres et chefs de délégation,

Je m'y étais personnellement engagé, avec le Secrétaire général, lors de notre dernier Sommet, à Montreux. Notre Organisation a résolument fait le pari de la jeunesse.

Ensemble, avec les jeunes, nous avons identifié les meilleurs moyens de combiner nos actions « pour » la jeunesse et « avec » la jeunesse, de manière à mettre en place un environnement favorable à leur mobilisation, au service de nos valeurs.

En organisant avec le gouvernement du Niger, un premier forum sur le thème « jeunesse et emplois verts », nous avons voulu montrer qu'il est à la fois possible d'adopter des techniques de production moins dangereuses pour l'avenir de la planète, tout en fabriquant des produits satisfaisants, peu coûteux et durables.

A travers notre ambitieux programme de volontariat de la Francophonie, nous permettons, chaque année, à une cinquantaine de jeunes de notre espace, dont une large majorité vient du Sud, de vivre une expérience professionnelle sans pareil.

A Nice, en septembre prochain, nous donnerons une nouvelle illustration de notre capacité de mobiliser une jeunesse dynamique, sportive, mais aussi créatrice, dans ce qui est devenu le plus grand événement populaire de la Francophonie : je veux parler des Jeux.

Je vous invite, à cet égard, à faire vôtres les recommandations du dernier Conseil d'orientation du Comité international des Jeux de la Francophonie.

Mesdames et messieurs les ministres et chefs de délégation,

Nous vivons des temps difficiles pour réaliser notre mission de solidarité, notre monde étant plongé dans une récession économique sans précédent.

Ceux qui sont les moins responsables de la crise sont aussi, hélas, ceux qui en subiront le plus lourd impact sur le long terme.

Dans cette perspective, nous veillons à renforcer, avec les autres coopérations bilatérales et multilatérales, les Etats et gouvernements dans l'élaboration et la mise en œuvre coordonnées de leur propre vision de la manière d'affronter cette crise.

Notre nouveau statut d'observateur auprès des institutions de Bretton Woods nous aidera, sans aucun doute, à faciliter la mise en mouvement de ce dialogue multi-acteur et multi-secteur qui est si capital pour aborder les enjeux actuels et à venir, à l'image de la concertation qui est organisée, aujourd'hui même à Tokyo, entre l'ensemble de nos ministres des finances sur la question lancinante du financement du développement.

Au-delà de cette approche institutionnelle, indispensable, nous faisons aussi le pari d'une approche transversale, inclusive et de proximité.

En effet, plus on mobilise la société civile, à travers nos réseaux, plus on écoute et on soutient les femmes et les jeunes, plus on met en relation les acteurs économiques, comme nous venons de le faire au Maroc, à travers une union bancaire francophone, après le FFA

et le RIFE, plus la Francophonie est en mesure de présenter des solutions innovantes, audacieuses et capables de relever les défis de la mondialisation.

Ainsi, notre action continue de se déployer et notre engagement demeure inébranlable pour le droit des femmes à participer pleinement à l'œuvre du développement de leur pays et être une composante essentielle dans l'épanouissement de leur société.

Pour notre Organisation, il est primordial de promouvoir et de protéger le rôle essentiel des femmes dans l'économie et le développement, mais aussi dans la transmission de la langue et des valeurs. C'est le sens du plaidoyer que nous menons sur la scène mondiale depuis plus de 15 ans. Au sein même de nos programmes, l'égalité entre les hommes et les femmes est une priorité qui traverse toutes nos actions.

À titre d'illustration, nous avons soutenu la création d'un réseau de femmes parlementaires ; nous avons mis en place un réseau des femmes francophones en matière de développement durable et de changement climatique et un réseau de femmes juristes ; nous avons aussi été la première organisation internationale à signer un partenariat avec ONU-Femmes.

Mesdames et messieurs les ministres et chefs de délégation,

L'examen des résultats de notre programmation quadriennale sera capital pour donner corps au prochain Cadre stratégique de la Francophonie.

Depuis trois ans, dans le cadre du Plan de gestion stratégique, une action a été entreprise pour mettre au point un cadre de résultats plus solide et mieux ciblé.

La gestion des résultats et l'établissement de rapports circonstanciés devraient voir leur qualité s'améliorer ; ils seront à la fois plus simples et plus stratégiques ; ils seront rigoureusement ancrés dans l'action.

Aujourd'hui, je peux affirmer devant vous que la gestion de notre Organisation s'est nettement améliorée. Plus efficace, plus transparente, plus réactive, elle est mieux outillée pour répondre aux missions que vous lui confiez.

Nous sommes plus que jamais en mesure de repenser la stratégie d'analyse, de contrôle et de prévention des risques, pour maximiser, encore davantage, notre efficacité.

Vous comprendrez donc le plaisir qui est le mien lorsque je rejoins, chaque matin, les magnifiques locaux que la République française met à notre disposition depuis bientôt deux ans.

A Paris et dans nos dix représentations sur les quatre continents, les 330 membres du personnel et moi-même travaillons avec enthousiasme pour le rayonnement de notre Organisation, sous la conduite si sage de notre Secrétaire général.

Je veux saisir cette occasion pour le remercier solennellement pour la confiance qu'il m'a toujours accordée. C'est pour moi la source d'une immense fierté et d'une inspiration continue.

Mesdames et messieurs les ministres et chefs de délégation,

A Montreux, les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné corps à une proposition de notre Secrétaire général d'organiser un premier forum mondial de la langue française destiné, en priorité, à la jeunesse et à la société civile. Cette mobilisation sans précédent, comme vous venez de le voir à travers le reportage, a confirmé que la langue française n'a jamais cessé d'être un sujet d'actualité et qu'elle inspire et passionne la jeunesse du monde.

Le choix des quatre thématiques en débat, l'économie et le marché du travail, la diversité linguistique, les références culturelles et l'univers numérique, s'est avéré juste. Les très riches débats autour de ces axes ont confirmé que ces quatre enjeux sont au cœur de l'avenir de notre langue partagée.

Les priorités que les jeunes ont dégagées convergent toutes pour que la langue française demeure la langue de communication internationale, porteuse de développement et de modernité qu'elle ne doit jamais cesser d'être.

Ces priorités, notre Organisation les a entendues et compte les renforcer avec votre soutien.

Je vous remercie.